

A la une



الإمارات تستضيف مؤتمر الاتحاد الأفروآسيوي للتأمين

15/09/2023

يعد قطاع التأمين قاطرة نمو لم يتم استغلال قدراتها بصفة كافية تستضيف دولة الإمارات خلال الفترة من 19 إلى 22 نوفمبر المقبل فعاليات المؤتمر الثامن والعشرون للاتحاد الأفروآسيوي للتأمين وإعادة التأمين. ويتناول المؤتمر الذي فازت دولة الإمارات بتنظيمه لأول مرة في الدولة النقاش والتحليل الاتجاهات الحديثة والتطورات المتلاحقة لصناعة إعادة التأمين، وكذلك دور جهات الرقابة في ضبط الأسواق وتطوير الأساليب الحديثة التي من شأنها أن تكسر التشدد الذي استحوذ على صناعة إعادة التأمين العالمي

ويناقش المؤتمر أيضاً دور ومهام مكتبتي صناعة التأمين في إطلاق وثائق التأمين السبيرياني، كما يلقي الضوء على أهمية التأمين النظيف، والذي قد يؤثر على الدول الأعضاء في الاتحاد العام الأفروآسيوي للتأمين وإعادة التأمين وقال خالد البادي رئيس اللجنة التنظيمية للمؤتمر: يعتبر هذا الحدث الدولي واحداً من أهم المؤتمرات المتعلقة بالتأمين وإعادة التأمين ليس فقط على المستوى المحلي والعربي وإنما على المستوى العالمي، حيث يحظى كل عامين من انعقاده بحضور مميز من القيادات الإدارية العليا في شركات التأمين وإعادة التأمين العالمية في القارتين الأفريقية والآسيوية والعديد من دول العالم. كما يوفر المؤتمر فرصة استثنائية للتواصل مع الشركاء التجاريين والمتحدثين البارزين



Assurances Ctama : Projet
100 milles de Dinars

P.03

Banque Mondiale : « L'économie tunisienne est résiliente »

P.04

African Re. partially lifts ban on political violence treaty (PVT) insurance cover in Ethiopia

P.08

Jordan: Insurance federation joins IUMI

P.09

Marsh, Lloyd's launch Ukraine war risk ship insurance to cut grain costs

P.11

Windstorm Ciarán insured loss seen up to €1.5bn Moody's RMS

P.12

وأضاف البادي أن فوز دولة الإمارات بهذه التظاهرة التأمينية الدولية تعكس السمعة الطيبة لسوق التأمين الإماراتي الذي يعتبر بشهادة تقارير المؤسسات الدولية أحد الأسواق التأمينية المتميزة على المستوى الإقليمي والعالمي ومن الأسواق الواعدة مستقبلاً بسبب النمو المتزايد لحجم الأعمال، والاهتمام المتزايد للشركات العالمية للعمل بها

P.12

SOMMAIRE

Assurances Ctama : Projet 100 milles de Dinars	03
Banque Mondiale : « L'économie tunisienne est résiliente »	04
La BCT adopte une grille des critères d'éligibilité des entreprises sociales et solidaires	04
RSE :Première Formation Internationale Académique Certifiante en RSE en Tunisie	05
Maroc: Surveillance macro prudentielle du secteur des assurances : l'ACAPS sur un mécanisme de stress tests	06
Algérie : la CNMA dévoile ses nouvelles solutions dans le domaine des risques industriels	07
African Re. partially lifts ban on political violence treaty (PVT) insurance cover in Ethiopia	08

NAICOM May Sanction Insurers Dealing With Unlicensed Agents, Brokers .	08
Jordan:Insurance federation joins IUMI	09
UAE: Over 6.6 million subscribe to Unemployment Insurance Scheme	09
Premiums rise by %26 in Saudi Arabia	09
الإمارات تستضيف مؤتمر الاتحاد الأفروآسيوي للتأمين	10
Marsh, Lloyd's launch Ukraine war risk ship insurance to cut grain costs	11
Reinsurance rate hikes expected to moderate	12
Moody's RMS estimates Windstorm Ciarán insured losses of up to €1.5bn	13

TUNISIE**10/11/2023****Projet 100md**

Dans le cadre de ses activités sociétales, **Assurances CTAMA** met à la disposition des jeunes entrepreneurs, détenteurs d'idées nouvelles, de projets nouveaux, qui sont à la recherche de financements, d'un reliquat de financement, d'un apport en fond propre pour accéder au financement des banques, d'un financement pour l'acquisition d'un besoin matériel, ou immatériel, d'un outil, ou bien pour la préparation d'un prototype.

La CTAMA met à leur disposition une donation allant de **5 à 15md**.

Les fonds accordés ne sont pas remboursables, Les personnes concernées qui estiment que leur projet est un projet ayant une forte capacité de réussir, un projet novateur, peuvent présenter un dossier à la commission technique « **commission RSE jeune promoteur** », contenant une note explicative du projet, un document justifiant l'existence pour les sociétés déjà établies, des photos s'il y en a, les diplômes universitaires ou de formation professionnelle obtenu par l'intéressé.

La date limite pour le dépôt des candidatures est fixée pour le **15 Décembre 2023 à 17h** au siège de la CTAMA, 100 av de la liberté, 1002 tunis ou transmission électronique à la boîte mail : contact@ctama.com.tn.

Les promoteurs présélectionnés seront convoqués pour discussion devant la commission courant la deuxième quinzaine de décembre 2023

**تأمينات كتاما**
Assurances CTAMA

Banque Mondiale : « L'économie tunisienne est résiliente »

14/11/2023

Alexandre Arrobbio, représentant résident de la Banque mondiale en Tunisie, estime que malgré les obstacles, l'économie tunisienne, montre une résilience notable.

S'exprimant à l'occasion de la parution de l'édition automnale 2023 du rapport « Tunisia Economic Monitor » de la Banque mondiale, sous le thème de la « Migration dans un contexte économique complexe », le responsable a souligné le dynamisme de l'économie.

Lors de son intervention sur les ondes d'Express FM, il a notamment mis en avant les exportations tunisiennes dans des secteurs clés tels que le textile, l'huile d'olive, l'industrie mécanique, et le tourisme, qui ont ainsi contribué à une année globalement positive.

Néanmoins, Alexandre Arrobbio a mis en lumière un défi majeur : une sécheresse significative qui a affecté les productions agricoles, générant des retombées tant sur l'économie que sur la croissance globale du pays.

Malgré cela, il a souligné la résilience de l'économie tunisienne, illustrée par une de la balance courante, une croissance des réserves de devises après la saison estivale permettant le remboursement des dettes, et une stabilisation du déficit commercial primaire.

Le représentant de la Banque mondiale a précisé que la majeure partie du déficit commercial provient des produits énergétiques. Globalement, la croissance économique en Tunisie est estimée à 1,2 % pour cette année, avec des prévisions qui atteindront 3 % l'année prochaine, bien que les niveaux d'avant la pandémie ne soient pas encore atteints.

Malgré le contexte actuel, Arrobbio a assuré que l'économie tunisienne se maintient et a exprimé l'espoir de revenir à des taux de croissance plus élevés à moyen terme.

Selon Arrobbio, l'économie tunisienne est fortement dépendante de l'agriculture et des conditions climatiques. L'année en cours a été marquée par une production agricole considérablement inférieure aux années précédentes, avec seulement 3 millions de quintaux de céréales, comparé à 7 ou 8 millions de tonnes et un pic de 12 à 13 millions de tonnes en 2019.



La BCT adopte une grille des critères d'éligibilité des entreprises sociales et solidaires

14/11/2023

L'Economie Sociale et Solidaire (ESS) en Tunisie est un secteur en plein essor, et pour cause, la Banque Centrale en Tunisie (BCT) a récemment adopté une grille des critères d'éligibilité des entreprises sociales et solidaires.

Ces dernières années, l'ESS a suscité un intérêt croissant en tant qu'approche distinctive du développement durable, qui vise une croissance économique territoriale assortie d'une requalification écologique et sociale.

Favoriser l'inclusion économique et sociale

En 2020, la Tunisie a adopté une loi relative à l'économie sociale et solidaire, établissant des principes et des règles pour les entreprises de l'ESS et ce, dans l'objectif de favoriser l'inclusion économique et sociale, d'assurer l'équilibre entre la croissance économique et l'équité sociale, ainsi que de créer un environnement favorable à une alternative de modèle économique équitable et centré sur l'humain.

L'économie sociale et solidaire en Tunisie englobe un large éventail d'activités, notamment l'économie circulaire, les énergies alternatives, l'agriculture multifonctionnelle, le commerce équitable, le marketing territorial, la mobilité écologique, les services à la personne, la communication et toute activité capable de promouvoir le

développement local selon une approche innovante qui favorise les communautés locales, les territoires et l'environnement.

Dans ce contexte et afin de faciliter le financement de l'ESS à travers l'utilisation d'une ligne de financement spécialisée « programme d'appui au secteur privé et à l'inclusion financière dans les domaines de l'agriculture et de l'économie sociale et solidaire (PRASOC »), l'institut d'émission a récemment adopté une grille des critères d'éligibilité des entreprises sociales et solidaires.

Critères à impact social et environnemental

En plus de la viabilité économique, ces critères incluent des éléments relatifs à la gouvernance participative, l'impact social et environnemental de l'activité, la transparence, l'inclusion ainsi que les pratiques de commercialisation équitables.

Il y a lieu de souligner que la ligne PRASOC vise à soutenir le développement de l'ESS en Tunisie en accordant des financements adaptés aux besoins spécifiques des très petites et petite et moyennes entreprises (TPME) intégrant des considérations sociales et environnementales dans leur modèle d'affaires.

En somme, l'adoption de la BCT des critères d'éligibilité pour l'utilisation de la ligne PRASOC dans le financement des entreprises sociales et solidaires constitue une avancée significative pour l'appui de l'ESS en Tunisie en offrant des conditions de crédit avantageuses à des initiatives contribuant à la construction d'une économie plus inclusive et durable.

La promotion de l'ESS démontre un engagement concret en faveur d'une économie transformatrice ancrée dans le développement social et écologique des territoires plutôt que d'être simplement dédié aux groupes défavorisés.

Pour rappel, le programme PRASOC, avec une enveloppe de 57 millions d'euros, se focalise sur la mise en place d'instruments visant à favoriser l'inclusion financière des opérateurs économiques qui sont exclus ou qui ont des difficultés d'accès au système formel de financement mais ayant un potentiel pour développer des activités économiques durables dans des secteurs porteurs.

RSE : Première Formation Internationale Académique Certifiante en RSE en Tunisie

15/11/2023

AMMediaPLUS a annoncé son partenariat avec MUST University, institution d'enseignement supérieur privée qui suit le modèle nord-américain, pour fournir une formation internationale certifiante en RSE, et ce aujourd'hui 15 novembre lors d'une conférence de presse à Tunis. AM MEDIA PLUS et MUST University unissent leurs compétences pour lancer le Professional Certification Program in Corporate Social Responsibility (PCP CSR).

Cette formation certifiante se déroulera en deux langues; anglais et en français. La formation est ouverte au public, qu'il s'agisse des premiers responsables d'opérateurs économiques, ainsi que leurs staffs, de professionnels de tout bord, ou d'entrepreneurs souhaitant acquérir les compétences essentielles pour élaborer et mettre en œuvre une stratégie RSE au sein de leurs entreprises, y compris l'élaboration exacte et effective de rapports et de bilans en RSE.

Cette formation est structurée en trois modules d'une durée d'un mois chacun, et est accréditée par des institutions universitaires de renommée mondiale, dont la London Business School, l'ESST Business School et l'IESE Business School, IESE Business School.

La flexibilité est au cœur de cette formation en hybride, avec des cours en ligne via la plateforme Coursera, permettant aux participants de suivre un planning académique adapté à leurs besoins.

À l'issue de ces modules, les participants recevront un certificat délivré par MUST University, reconnu par l'État tunisien, en signe d'achèvement de l'ensemble du programme.

Maroc : Surveillance macro-prudentielle du secteur des assurances : l'ACAPS sur un mécanisme de stress tests

10/11/2023

Nouveau chantier majeur pour l'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale (Acaps). Le régulateur planche sur la mise en place d'un dispositif de réalisation des stress tests dans une perspective de surveillance macro-prudentielle, à la lumière du passage imminent du secteur vers le nouveau régime de solvabilité basé sur les risques. Ce mécanisme permettra à l'Acaps d'identifier les vulnérabilités potentielles du secteur des assurances tout en mesurant les impacts sur la stabilité financière et le risque systémique.

Selon l'Autorité, la crise de 2008 a mis en exergue la nécessité pour les autorités de régulation du système financier de renforcer la supervision macro prudentielle, d'affiner l'analyse des déterminants du risque systémique et de se doter des instruments de prévention, de surveillance et d'intervention en cas de risque avéré. La mise en place d'un cadre de supervision macro prudentielle appropriée est ainsi devenue un impératif pour garantir la stabilité du système financier.

Au Maroc, la loi bancaire a institué un Comité de coordination et de surveillance des risques systémiques (CCSRS) au sein duquel l'Acaps est représentée aux côtés des deux autres régulateurs du marché financier marocain (Bank Al-Maghrib et l'Autorité marocaine du marché des capitaux-AMMC) pour contribuer à la surveillance des risques systémiques et au maintien de la stabilité financière. La contribution de l'Autorité porte, en particulier, sur la réalisation d'analyses et le suivi permanent des risques pesant sur le secteur des assurances et celui de la prévoyance sociale. Ceci afin de repérer à un stade précoce les tendances, les risques éventuels et les faiblesses qui pourraient avoir un impact sur la stabilité financière.

Pour mener à bien son rôle de contributeur à la stabilité financière du système financier, l'Acaps a initié un chantier pour adapter son dispositif de supervision macro-prudentielle du secteur des assurances aux évolutions qu'ont connues les normes internationales dans ce domaine. Ce chantier a concerné plusieurs axes, en particulier la méthodologie de réalisation des exercices de stress tests, outil phare pour l'évaluation de la résilience du secteur des assurances face à des évolutions négatives de l'environnement macro-économique et financier ou des chocs assurantiels et l'identification des mesures d'atténuation potentielles à mettre en place.

C'est dans ce cadre que l'Acaps est en cours de recrutement d'un expert pour se faire accompagner dans la mise en place d'un dispositif de réalisation des stress tests dans une perspective de surveillance macro-prudentielle. Cet accompagnement doit également porter sur le développement d'un outil de simulation des scénarios de stress tests et la réalisation d'un exercice pilote selon la nouvelle démarche qui sera proposée. La méthodologie de réalisation des stress tests sera conçue dans le respect des normes et selon les bonnes pratiques internationales, tout en tenant compte des spécificités du marché marocain et les évolutions du cadre prudentiel (SBR).

Algérie : la CNMA dévoile ses nouvelles solutions dans le domaine des risques industriels

14/11/2023

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) a présenté, jeudi à Alger, ses nouvelles solutions innovantes en matière d'assurance de biens et pertes d'exploitations subies par les opérateurs industriels, et ce, dans le but d'élargir son champ d'action au-delà du secteur agricole et automobile. Ces solutions, basées sur l'évaluation et la gestion adaptée des risques encourus par les opérateurs face aux multiples dangers, ont été dévoilées lors d'un séminaire international organisé sous le thème « Solutions innovantes en assurance de biens et pertes d'exploitations subies par les opérateurs industriels », et qui a vu la présence des premiers responsables de groupes industriels publics et privés, des hommes d'affaires, des experts et des cadres de la CNMA.

Cette rencontre, qui s'inscrit dans une démarche de proximité avec ses assurés et partenaires stratégiques, a permis aux dirigeants de la CNMA de faire part des nouveaux produits destinés à assurer les différents risques, notamment les risques industriels auxquels sont exposés les opérateurs économiques, tels que les arrêts de l'outil de productions pour divers facteurs.

Dans ce contexte, le PDG de la CNMA, Cherif Benhabiles a affirmé que la CNMA est en train de connaître une nouvelle dimension non seulement dans le secteur des assurances agricoles et agroalimentaires, mais aussi dans d'autres domaines tels que l'industrie et le commerce. A ce propos, il a cité l'assurance destinée à couvrir les pertes d'exploitation des entreprises. Affirmant que la CNMA souhaite se démarquer des produits d'assurances classiques proposés sur le marché, il a fait savoir que la caisse offre une nouvelle démarche dans la gestion des risques auxquels sont exposées des entreprises publiques et privées, notamment en matière d'assurance des pertes d'exploitation.

A travers cette solution, la CNMA s'engage, a-t-il précisé, à proposer des alternatives aux entreprises pour faire face aux charges, entre autres, le paiement des salaires des travailleurs durant une période de 18 à 24 mois.

« Ces produits d'assurance sont très importants et permettent de sécuriser davantage nos investisseurs. La CNMA veut agir en tant qu'acteur qui protège l'économie nationale et d'aider à pérenniser l'activité des entreprises », a-t-il encore soutenu.

Evoquant le dispositif d'assurance calamités agricoles (DACA), devant la presse en marge de l'évènement, M. Benhabiles a affirmé qu'il a été proposé par la CNMA pour assurer une protection aux agriculteurs et aux éleveurs, contre notamment les risques de la sécheresse et de la propagation de maladies, souhaitant qu'il soit mis en œuvre avant la fin de l'année en cours.

Par ailleurs, le directeur des risques incendie et responsabilités à la CNMA, Rabah Mekircha, a mis en avant les capacités financières de la caisse qui a presque doublé en l'espace d'une décennie son chiffre d'affaires, passant de 7,9 milliards DA en 2012 à 13,6 milliards en 2022 avec un taux d'indemnisation estimé à 7 milliards DA, tandis que son déploiement au niveau national est composé de 70 agences et 546 bureaux.

Présentant une communication sur la stratégie et les chiffres de la Caisse, M. Mekircha a ajouté que la CNMA est classée en tant que 4ème acteur du marché des assurances algérien avec un part de 12%.

Dans le domaine des assurances industrielles, la Caisse est dotée d'une direction dédiée aux risques industriels et qui travaille en collaboration avec quelque 400 experts « chevronnés » pour l'accompagnement des entreprises en matière de conseils sur la prévention et gestion des risques, ainsi que d'expertises en cas de sinistres, a-t-il également fait savoir.

Intervenant à l'occasion, le PDG de la Compagnie centrale des réassurances (CCR), Abdellah Benseidi, a souligné la nécessité de la sensibilisation sur l'assurance des activités industrielles, soutenant que la CCR s'inscrit dans ce défi d'accompagner le développement de l'économie nationale, à travers le secteur d'assurance et réassurance.

Afrique**THE
Reporter****African Re. partially lifts ban on political violence treaty (PVT) insurance cover in Ethiopia****11/11/2023**

African Reinsurance Corporation has announced the partial lifting of its unilateral ban on the issuance of new political violence treaty (PVT) insurance cover for capital assets in regions under State of Emergency in Ethiopia.

Following intense negotiations between the Ethiopian Insurance Companies Association and the Reinsurer, one of Africa's top reinsurance firms, a letter addressed to insurance companies on November 6th, stated that the Corporation will now allow the issuance of new PVT cover only for capital assets, according to sources.

In August, African Reinsurance imposed the suspension, citing ongoing conflicts of varying magnitude, type, and nature in parts of Ethiopia. These conflicts had led to ambiguity in policy interpretations and posed challenges in courts. Consequently, the reinsurer suspended the issuance of new PVT covers in any region under a state of emergency or that may be declared in the future.

"We did not agree with the reinsurer's decision from the get-go. We have argued that regions under a state of emergency are more protected as more government forces are deployed," Yared Molla, president of the Ethiopian Insurance Companies Association and CEO of Nyala Insurance, said.

"We asked for a review of its suspension," he said emphasizing that they fought tooth and nail for the partial lift.

LEADERSHIP
THE GOOD AND COUNTRY**NAICOM May Sanction Insurers Dealing With Unlicensed Agents, Brokers .****13/11/2023**

The National Insurance Commission (NAICOM) may sanction any insurance company found to be dealing with unlicensed insurance agents and brokers in the country, LEADERSHIP learnt.

This is a regulatory response to the increasing rate of underwriters having business transactions with some insurance agents and brokers who were either unlicensed or failed to renew their licenses.

Briefing Journalists at the end of the November's edition of Insurers Committee in Lagos at the weekend, the head, Publicity Sub-Committee of Insurers' Committee, Mrs. Ebelechukwu Nwachukwu, said, the regulator warned operators at the meeting to desist from this act, urging them to always patronise registered agents and brokers.

According to her, "at the meeting, operators were warned strongly to always deal with licensed insurance agents and brokers. Deal with only those whose licenses have not expired, NAICOM said."

Jordan: Insurance federation joins IUMI

13/11/2023

The Jordan Insurance Federation (JIF) has joined the International Union of Marine Insurance (IUMI) on 1 November 2023, to enhance expertise and strengthen the exchange of experiences in marine insurance. Headquartered in Hamburg, the IUMI is one of the strongest bodies specialised in the field of insurance and maritime transport around the world, a statement by JIF says.

The IUMI shares with its members the most important statistics related to marine insurance markets, in addition to research and papers generated from the conferences and meetings that the organisation stages, which is of great benefit to members. The JIF looks to increase cooperation with the IUMI through technical seminars, programmes and training and seeks assistance from experienced professionals, especially the executive committee of the IUMI.

The insurance associations of other Arab countries which are members of the IUMI include those of Egypt, Morocco and the UAE. IUMI's members are national insurance and marine insurance associations.

UAE: Over 6.6 million subscribe to Unemployment Insurance Scheme

07/11/2023

UAE nationals can expect more job opportunities in the insurance and banking sectors, the Central Bank of the UAE (CBUAE) says in a statement.

The CBUAE seeks to advance its Emiratisation efforts in the financial sector through the employment and education of UAE national graduates. rules to send their feedback via Istitlea platform, according to Argam's data.

A prime example of these efforts is the "Ethraa" programme launched by the CBUAE with the aim of employing and training 9,375 UAE nationals between 2026-2027 and reaching an Emiratisation rate of 30% in the insurance sector and 45% in banking. The CBUAE is currently participating in the annual recruitment fair Tawdheef which started on 13 November and ends tomorrow.

BUSINESS INSURANCE

Premiums rise by 26% in Saudi Arabia

13/11/2023

Listed insurance companies in Saudi Arabia continued their strong recovery into the third quarter of 2023, after an extremely challenging year, says Badri Management Consultancy, an international actuarial and risk consultancy company. In a report titled "KSA Listed Insurance Industry Performance Analysis (Q3-2023)", Badri shows that the insurance service results of listed insurers in Saudi Arabia surged to SAR2.5bn (\$670m) for the first three quarters of this year compared to SAR99m for the corresponding period in 2022. Total gross written premiums show a significant 26% growth, climbing to SAR49bn from SAR39bn.

Profitability

Profitability before zakat and tax experienced a remarkable upsurge, rising from SAR437m in 3Q2022 to SAR2,965m in 3Q2023. Notably, among the leading five companies in terms of profitability, there was a 114% growth, reaching SAR2,095m (3Q2022: SAR980m). The remaining 20 companies witnessed a surge of 260% in net profit before zakat and tax to SAR870m (3Q2022: loss of SAR543m). The five most profitable companies were Bupa, Tawuniya, Al-Rajhi, Medgulf and AXA.

الإمارات تستضيف مؤتمر الاتحاد الأفروآسيوي للتأمين

15/09/2023

المتزايد لحجم الأعمال والاهتمام المتزايد للشركات العالمية للعمل بها، نظراً لما يتميز به من تنوع لشركات التأمين والمهن المرتبطة به، كما أن دور صناعة التأمين في دولة الإمارات يتعاظم عاماً بعد آخر في ظل مجموعة من التشريعات والتعليمات التنظيمية المتطورة، والتي تنسجم مع النمو الاقتصادي والمتغيرات الإقليمية والعالمية

يعد قطاع التأمين قاطرة نمو لم يتم استغلال قدراتها بصفة كافية تستضيف دولة الإمارات خلال الفترة من 19 إلى 22 نوفمبر المقبل فعاليات المؤتمر الثامن والعشرون للاتحاد الأفروآسيوي للتأمين وإعادة التأمين

ويتناول المؤتمر الذي فازت دولة الإمارات بتنظيمه لأول مرة في الدولة النقاش والتحليل الاتجاهات الحديثة والتطورات المتلاحقة لصناعة إعادة التأمين، وكذلك دور جهات الرقابة في ضبط الأسواق وتطوير الأساليب الحديثة التي من شأنها أن تكسر التشدد الذي استحوذ على صناعة إعادة التأمين العالمية

ويناقش المؤتمر أيضاً دور ومهام مكتبتي صناعة التأمين في إطلاق وثائق التأمين السبيرياني، كما يلقي الضوء على أهمية التأمين النظيف، والذي قد يؤثر على الدول الأعضاء في الاتحاد العام الأفروآسيوي للتأمين وإعادة التأمين

وقال خالد البادي رئيس اللجنة التنظيمية للمؤتمر: يعتبر هذا الحدث الدولي واحداً من أهم المؤتمرات المتعلقة بالتأمين وإعادة التأمين ليس فقط على المستوى المحلي والعربي وإنما على المستوى العالمي، حيث يحظى كل عامين من انعقاده بحضور مميز من القيادات الإدارية العليا في شركات التأمين وإعادة التأمين العالمية في القارتين الأفريقية والآسيوية والعديد من دول العالم كما يوفر المؤتمر فرصة استثنائية للتواصل مع الشركاء التجاريين والمتحدثين البارزين

وأضاف البادي أن فوز دولة الإمارات بهذه التظاهرة التأمينية الدولية تعكس السمعة الطيبة لسوق التأمين الإماراتي الذي يعتبر بشهادة تقارير المؤسسات الدولية أحد الأسواق التأمينية المتميزة على المستوى الإقليمي والعالمي ومن الأسواق الواعدة مستقبلاً بسبب النمو



Marsh, Lloyd's launch Ukraine war risk ship insurance to cut grain costs

15/11/2023

Insurance broker Marsh (MMC.N), Lloyd's of London (SOLYD.UL) insurers and Ukrainian state banks have launched a programme to cut the cost of claims for damage to ships and crew transporting grain through the Black Sea corridor, Marsh said on Wednesday.

Kyiv launched a «humanitarian corridor» in August for ships bound for Africa and Asia to circumvent a de facto blockade in the Black Sea after Russia quit a United Nations-brokered deal that had guaranteed Kyiv's seaborne exports during the war.

Lloyd's of London insurers will underwrite the programme, which provides \$50 million of hull war risk cover and \$50 million of protection and indemnity (P&I) insurance for every voyage.

Ships typically have P&I insurance, which covers third-party liability claims including environmental damage and injury. Separate hull and machinery policies cover vessels against physical damage.

The State Export-Import Bank of Ukraine (Ukreximbank) and state-owned lender Ukrgasbank will provide standby letters of credit, each confirmed by Germany's DZ Bank, Marsh said in a statement.

The facility is backed by Ukraine's Ministry of the Economy. Ukrainian Prime Minister Denys Shmyhal said late on Tuesday that the arrangement involved 14 insurance companies.

The programme has the support of the British government, Marcus Baker, Marsh's global head of marine and cargo, told Reuters.

«For (commercial companies) to know that the UK government is standing behind this ... has really helped to give it the credibility that it needs,» he said.

War risk insurance premiums have risen to

as much as 3% of the value of a vessel after a missile damaged a merchant ship in the Ukrainian port of Pivdennyi last week, industry sources said.

Baker said the programme could reduce that cost to as little as «a third of the existing pricing».

Ukraine's financial backing for the scheme meant insurers would be able to charge less than current extremely high rates for travelling through the corridor, he added.

«They (the market) will be able to have reimbursement of funds into their coffers if they pay a claim,» he said, declining to provide further details.

Ukraine's First Deputy Prime Minister Yulia Svyrydenko said the discount would reduce the overall cost of grain insurance by about 2.5 percentage points, allowing grain traders to save around 100-140 hryvnias (\$3.87) per metric ton of cargo and saving agricultural producers some 4 billion hryvnias.

The programme will provide cover for shipments through Ukraine's Danube ports as well as Odesa, Chornomorsk, and Pivdennyi. It is led by Lloyd's syndicate Ascot, Baker said.

Marsh also runs a separate facility to insure the actual grain cargo in the region. Ascot is also the lead insurer on that programme.

Insurance BUSINESS

Reinsurance rate hikes expected to moderate

14/11/2023

Jan. 1, 2024, reinsurance renewals look set to be less contentious and economically painful for cedents than last year, with ample property and property catastrophe capacity available, but coverage is still expected to come at a higher price.

Clouds may be forming over the casualty sector, though, as experts point to concerns over loss development, but there has not been any substantial capacity pullback, they said.

Property reinsurance pricing should rise but not as sharply as last year, partly due to better communications between buyers, sellers and brokers, said John Welch, Stamford, Connecticut-based chief underwriting officer for Aspen Re, the reinsurance unit of Aspen Insurance Holdings Ltd.

"Expectations have been set on both sides. I think pricing will go up, but clearly not to the extent it did last year," he said. Some cedents with loss histories will likely "need to pay more," he said.

At Jan. 1, 2023, renewals, brokers and reinsurers reported rate hikes of between 40% and 100% for North American property exposures.

Aspen Re plans to deploy additional capital into the property sector at Jan. 1. "We will probably deploy some more capacity – not significantly more, just a little more in the property space," Mr. Welch said.

Brokers are helping to manage cedents' expectations for renewals, said Sharry Tibbitt, Warren, New Jersey-based global head of property and deputy chief underwriting officer of the reinsurance division at Everest Group Ltd.

"It seems like everybody's expectations are aligned to some degree. Certainly, the brokers are helping to prepare their clients a lot better. I think people were not prepared whatsoever last January," she said.

"Buyers a year ago didn't know what to expect," said Justin Lorence, Minneapolis-based senior broker and co-head of property for Lockton Re.

This year-end renewal season should be less tumultuous. Over the past year, each successive reinsurance renewal at April 1, June 1 and July 1 was "incrementally more orderly than the prior," and there was a "relatively stable supply" of capacity, he said.

But still, property reinsurance prices are likely to rise again at Jan. 1, Ms. Tibbett said.

"I think you will have to pay more than you want to pay. I think that's the bottom line right now," she said.

The increases, though, are now being properly budgeted for. "As the year went on, people understood the expectations and budgeted properly. In April, May, June, July, while we were still getting rate increases that were needed and restructuring as needed, they were able to get it done, because they understood how to budget," Ms. Tibbett said.

"The market will be orderly this year," said Monica Ningen, Armonk, New York-based CEO of U.S. property and casualty reinsurance for Swiss Re Ltd. "Prices still need to continue to go up when it comes to property catastrophe exposure but not the big price increases that we saw last year."

Casualty

More recently, concerns have been raised about casualty reinsurance, Ms. Ningen said.

"The primary carriers are talking about casualty business. They're talking about the uncertainty that they see and whether or not it can make money going forward without additional rates there," she said.

"The loss development on the casualty side is concerning a lot of people," Ms. Tibbett said.

Executives speaking on recent third-quarter earnings calls raised the issue, she said.

Doug May, Seattle-based president of Gallagher Re North America, said there has not been any meaningful withdrawal of capacity from the casualty reinsurance market.

"At the end of the day, reinsurance is about supply and demand, so if there are no big departures, in terms of capacity for casualty placements, we would expect a renewal which is a version of the previous few renewals. That being said, there could be pressure if an individual portfolio has some loss development," Mr. May said.

Moody's RMS estimates Windstorm Ciarán insured losses of up to €1.5bn

13/11/2023

Moody's RMS has released a report estimating that insured losses from Windstorm Ciarán, will likely fall between €0.9 billion and €1.5 billion.

Windstorm Ciarán (also named Emir by the Free University of Berlin), struck Western Europe on November 1-2.

According to Moody's RMS, France accounts for the majority of the loss estimate, though the storm also affected Belgium, the United Kingdom, the Channel Islands, the Netherlands, and Germany.

"This loss estimate is based on wind hazard reconstructions using the recently released Moody's RMS Europe Windstorm HD Models, and includes damage to property, automobiles, agriculture, and direct business interruption, but excludes losses arising from infrastructure damage, which are not expected to be material," the firm explained.

Moody's RMS noted that the loss estimates also consider minor impacts from non-modelled sources of loss such as coastal and inland flooding, and damage to forestry, ports, and watercraft. Meanwhile, post-event loss amplification due to material and labour shortages, is expected to be minor.

The firm added that damages from Storm Domingos, named by Spain's state meteorological agency AEMET that impacted Central-West France in the days following Ciarán, are not included in the estimate.

Giovanni Leoncini, Senior Product Manager for Europe Windstorm Models at Moody's RMS, commented, "Windstorm Ciarán can be thought of as a weaker sibling of 87J, the Great Storm of 1987, which severely affected the United Kingdom and Northwest France in October 1987.

"Even with lower gust speeds and a more

limited extent compared to 87J, losses will still be significant for France.

"Despite the recent period of windstorm activity, the destruction now brought by Ciarán reminds us of the importance of extratropical cyclones for the (re)insurance industry."

This compares to Verisk's industry loss estimate for Winter Storm Ciarán between €800 million and €1.3 billion.

Verisk also observed that the majority of losses are expected in France, though its modelled insured loss estimates do not include losses due to coastal or inland flooding, tornadoes or hail, uninsured properties, demand surge or losses to infrastructure.